



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

**Liberté
Égalité
Fraternité**

Préfet du Morbihan

dossier n° PC 056 260 22 Y0194-M01

date de dépôt : 22 mars 2023

demandeur : **MINISTERE DE LA DEFENSE -
ESID de Rennes, représenté par VERGEZ
Philippe**

pour : **Le passage du statut d'ERT en ERP -
Modifications des élévations de l'antenne
médicale**

adresse terrain : **46/48 AV de Verdun lieu-dit
Quartier Foch DELESTRAINT, à Vannes
(56000)**

**ARRÊTÉ
accordant un permis de construire
au nom de l'État**

Le préfet du Morbihan

Vu la demande de permis de construire modificatif présentée le 22 mars 2023 par le MINISTERE DE LA DEFENSE - ESID de Rennes, représenté par VERGEZ Philippe demeurant rue du Garigliano lieu-dit Quartier Marguerite, Rennes (35000) ;

Vu l'objet de la demande :

- pour le passage du statut d'ERT en ERP et modifications des élévations de l'antenne médicale
- sur un terrain situé 46/48 AV de Verdun lieu-dit Quartier Foch DELESTRAINT, Vannes (56000) ;
- pour une surface de plancher créée de 1 133m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 30 juin 2017 ;

Vu le permis initial n° 05626022Y0194 accordé le 21 décembre 2022 ;

Vu l'avis de la sous-commission départementale relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées en date du 15 juin 2023 ;

Vu l'avis du service sous-commission départementale départemental pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique en date du 29 juin 2023 ;

Considérant en premier lieu que l'article L.425-3 du code de l'urbanisme dispose : « Lorsque le projet porte sur un établissement recevant du public, le permis de construire tient lieu de l'autorisation prévue par l'article L. 122-3 du code de la construction et de l'habitation dès lors que la décision a fait l'objet d'un accord de l'autorité administrative compétente qui peut imposer des prescriptions relatives à l'exploitation des bâtiments en application de l'article L. 143-2 du code de la construction et de l'habitation. Le permis de construire mentionne ces prescriptions. » ;

Considérant que le projet de permis modificatif vise à ce que l'antenne médicale soit un établissement recevant du public (ERP) ; qu'ainsi, pour respecter la réglementation du code de la construction et de l'habitation concernant l'accessibilité et la prise en compte du risque incendie, le projet respecte les prescriptions émises par les sous-commissions en charge de l'accessibilité et pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique ;

Considérant en second lieu qu'il ressort de l'article L.425-11 du code de l'urbanisme que « Lorsque la réalisation d'opérations d'archéologie préventive a été prescrite, les travaux ne peuvent être entrepris avant l'achèvement de ces opérations. »

Considérant que le projet se situe en zone de prescriptions archéologiques, que le préfet de région, dans son avis du 26 avril 2023, précise que le terrain d'assiette du projet a fait l'objet d'un arrêté de diagnostic archéologique n°2022-336 en date du 22 novembre 2022 ; que la réalisation des travaux est subordonnée à la réalisation préalable d'un diagnostic et éventuellement à une prescription de fouille archéologique préalable ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis modificatif est **ACCORDÉ** sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées ci-dessous.

Article 2

Les prescriptions antérieures relatives aux prescriptions archéologiques de l'arrêté du 2022-336 du novembre 2022 restent applicables. Les travaux de construction ou d'aménagement ne peuvent être entrepris avant l'exécution de ces prescriptions.

Les prescriptions émises par les sous-commissions en charge de l'accessibilité et pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique et jointes au présent arrêté seront rigoureusement respectées.

Article 3

En application de l'article R.452-1 du code de l'urbanisme, vous ne pouvez pas entreprendre les travaux de démolition avant la fin d'un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Le

21 AOUT 2023

Le préfet,

Le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer

Mathieu ESCAFRE

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2014-1661 du 29 décembre 2014, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.